



# PRÉFET DE LA HAUTE- SAÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE  
Service Prévention des Risques  
Département Risques Chroniques

ARRÊTÉ DREAL/I/2021 N° 70-221-03-05-005

en date du - 5 MARS 2021

modifiant la liste des activités autorisées et  
supprimant l'autorisation accordée à la société PSA  
AUTOMOBILES SA de Vesoul pour les émissions de  
gaz à effet de serre résultant de ses activités de  
combustion

La Préfète de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1<sup>er</sup> du livre V, son titre II du livre II, l'article L.229-6 et l'article R.229-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 7 novembre 2019 portant nomination de la Préfète de Haute-Saône Mme Fabienne BALUSSOU ;

**Vu** les actes en date des 18 juillet 2007 (Arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-2048) et 20 décembre 2017 (Arrêté préfectoral complémentaire DREAL/I/2017-N°70-2017-12-20-003) antérieurement délivrés à la société PSA AUTOMOBILES SA pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire des communes de Vesoul, Noidans-les-Vesoul et Vaivre-et-Montoille ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°70-2019-11-26-004 du 26 novembre 2019 portant délégation de signature à M. Imed BENTALEB, Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône ;

**Vu** le courrier de l'exploitant référencé UTEE/EEI/20014/SG, en date du 8 décembre 2020, demandant la sortie du système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre ;

**Vu** le rapport du 23 février 2021 et les propositions de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 1<sup>er</sup> février 2021 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement PSA AUTOMOBILES SA de Vesoul est actuellement soumis aux dispositions de l'article L.229-5 et suivants du code de l'environnement (système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre) au titre de l'activité « Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW » ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 229-6 du code de l'environnement, l'exploitant dispose d'une autorisation pour les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'activité « « Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW » ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions du point II de l'annexe de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

*« Pour déterminer si une installation est soumise aux dispositions de l'article L. 229-5 au titre de l'activité " combustion de combustibles ", la puissance thermique totale de combustion est calculée par addition des puissances thermiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des combustibles sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique et les unités techniques de secours. Les unités dont la puissance thermique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les " unités qui utilisent exclusivement de la biomasse " incluent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.*

*En cas d'unités techniques de secours ne pouvant fonctionner simultanément avec des unités principales, soit par impossibilité matérielle, soit par l'effet d'une disposition de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, soit par l'effet d'une décision de l'Autorité de sûreté nucléaire dans le cas d'un équipement ou d'une installation mentionnés à l'article L. 593-3 ou dans le cas d'une installation classée mentionnée au I de l'article L. 593-33, la puissance thermique de combustion prise en compte dans le calcul mentionné ci-dessus est celle de la plus puissante des deux unités techniques, l'unité de secours ou l'unité remplacée. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a mis en place des dispositions matérielles empêchant le fonctionnement simultané de plus de deux chaudières parmi les équipements suivants

- Chaudière n°3 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 11 MW ;
- Chaudière n°5 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 8 MW ;
- Chaudière n°7 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 8 MW ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions du point II de l'annexe de l'article R.229-5 du code de l'environnement, la puissance thermique totale de combustion à prendre en compte est de 19 MW, et qu'elle est donc inférieure à 20 MW, ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement PSA AUTOMOBILES SA de Vesoul n'est donc plus soumis aux dispositions de l'article L.229-5 et suivants du code de l'environnement (système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre) ;

**CONSIDÉRANT** que la puissance thermique maximale autorisée des activités de combustion de l'exploitant doit être modifiée ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation, prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement, pour les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'activité « « Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW » doit être abrogée ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles, au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>.**

Les lignes relatives à la rubrique 2910 des tableaux figurant aux articles 2.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 susvisé sont supprimées, et remplacées par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des rubriques	Caractéristiques	Régime	Localisation
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>Chaufferie du bâtiment N12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière n°3 au gaz naturel d'une puissance de 11 MW ;</li> <li>• Chaudière n°5 au gaz naturel d'une puissance de 8 MW ;</li> <li>• Chaudière n°7 au gaz naturel d'une puissance de 8 MW</li> </ul> <p>Fonctionnement simultané de 2 chaudières au maximum. Puissance thermique totale autorisée : 19 MW</p> <p>Chaudière biomasse du bât ND99 d'une puissance de 3 MW</p> <p>Chaudières déportées de puissance unitaire inférieure à 2 MW</p> <p>Installations de chauffage de puissance unitaire inférieure à 2 MW (aérothermes et make up)</p> <p>Installations de puissance unitaire inférieure à 2 MW destinées au process (étuve de séchage, oxydateur de COV)</p> <p><b>Puissance thermique totale autorisée : 86,8 MW</b></p>	A	Ensemble de l'établissement

## **Article 2.**

L'autorisation pour les émissions de gaz à effet de serre accordée à l'établissement PSA AUTOMOBILES SA VESOUL au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement est supprimée au 31 décembre 2020.

## **Article 3. Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société PSA AUTOMOBILES SA.

## **Article 4. Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 5. Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires de Vesoul, Noidans-les-Vesoul et Vaivre-et-Montoille

À Vesoul, le - 5 MARS 2021

Pour la Préfète  
et par délégation,

Le Secrétaire Général



Imed BENTALEB